

NB : tout dossier incomplet à la date de fermeture des candidatures sera déclaré irrecevable.

Nous conseillons donc - considérant le grand nombre de candidatures à traiter - de ne pas attendre les derniers jours pour déposer l'intégralité de votre dossier,

notamment pour les candidats au titre de la mutation/détachement prioritaire, dispense de qualification pour lesquels une procédure particulière est mise en place.

Profil détaillé

Corps : MCF

Article de recrutement : 26-I.1

N° Odyssée : 260084

Section(s) CNU : 02

Job profile : Lectures in general administrative law and more specialized disciplines (administrative litigation, civil service law, public economic law, environmental law, urban planning law). Vacancies are particularly needed at the Agen and Périgueux Campuses.

Profil pédagogique : Droit administratif général – Droits administratifs spéciaux

Affectation pédagogique : Collège Droit, science politique, économie et gestion – Faculté de droit science politique

Filières de formation concernées : Licence (Droit), Master (Droit)

Objectifs pédagogiques et besoin d'encadrement :

Le recrutement envisagé entend répondre à des besoins d'enseignement et d'encadrement pédagogique identifiés depuis plusieurs années. De nombreux enseignements sont à pourvoir dans le champ du droit administratif dans les filières Droit et AES. Les besoins portent tant sur des cours magistraux « généraux » (droit administratif général, institutions administratives, contentieux administratif) que sur des enseignements plus spécifiques (droit de la fonction publique, droit public économique, droit fiscal, finances publiques...). Ces besoins concernent tout particulièrement les filières de formation proposées dans les antennes de Périgueux et d'Agen. Une part substantielle des cours à pourvoir étant assortis de travaux dirigés, ils impliquent la direction d'équipes pédagogiques.

Le recrutement d'une maîtresse ou d'un maître de conférences vise également à répondre aux besoins croissants en matière de suivi individualisé des étudiants, lesquels résultent notamment de l'ouverture progressive des formations de droit public à l'apprentissage, trois parcours de master de la mention Droit public étant d'ores et déjà ouverts à l'apprentissage.

Aussi la personne recrutée doit-elle disposer d'une excellente maîtrise des matières fondamentales telles que le droit administratif général et le contentieux administratif, tout en étant capable d'appréhender des disciplines plus spécifiques se rattachant à ce périmètre disciplinaire. En particulier, et en cohérence avec

le profil « recherche » comme avec les besoins pédagogiques de l'établissement, une capacité avérée à prendre en charge des enseignements en matière de droit de l'urbanisme, de droit de l'environnement, de finances publiques ou de droit fiscal serait appréciée. La personne recrutée doit enfin être en mesure de faire valoir une expérience solide et variée en matière d'enseignements.

Les filières de formation concernées sont les filières Droit et AES, dans le cadre desquelles de nombreux enseignements relèvent du champ du droit administratif, de la licence 1 au master 2. Les formations sont dispensées sur le site de Pessac ainsi que dans les antennes d'Agen et de Périgueux. Les effectifs sont très importants sur le site de Pessac (plus de 1900 étudiants en L1 Droit par exemple). Ils sont plus mesurés dans les antennes (entre 200 et 250 étudiants en L1 Droit à Agen et Périgueux par exemple).

Le profil correspond à plusieurs priorités stratégiques de l'établissement. C'est d'abord le cas de l'apport *Formation tout au long de la vie*, les candidates et candidats ayant vocation à s'investir dans des enseignements et dans le suivi d'étudiants inscrits dans des formations ouvertes à l'alternance comme à la formation continue, en particulier au niveau master 2. C'est ensuite le cas de la priorité *Transitions environnementales et sociétales*. Cette priorité peut notamment renvoyer à l'intérêt scientifique manifesté par les candidats pour les évolutions sociétales de toutes natures (environnementale, territoriale, sociales, technologiques...) et à leur capacité à les intégrer dans leurs enseignements. Enfin la personne recrutée sera appelée à participer à la mise en œuvre de la politique de l'établissement en matière d'*innovation pédagogique*.

Contact pédagogique à l'université : Baptiste Tranchant / baptiste.tranchant@u-bordeaux.fr

Profil Recherche : Mutations juridiques de l'action publique – Enjeux financiers et territoriaux

Laboratoire d'accueil : Département Droit et Transformations Sociales – ILD - Institut du droit des personnes et de l'état Léon-Duguit (EA 7439)

Nom du directeur du laboratoire – mail : Sylvain Niquège / sylvain.niquege@u-bordeaux.fr

Description du projet de recherche :

L'Institut Léon Duguit développe depuis plusieurs années un projet de recherche portant sur *les mutations juridiques de l'action publique*. Ce projet vise à rendre compte des évolutions juridiques qui accompagnent, encadrent ou anticipent celles qui affectent l'action des personnes publiques dans le cadre des compétences qu'elles assument et des politiques publiques dont elles ont la responsabilité de la mise en œuvre et/ou de la définition.

Ce sont en particulier les interactions et les effets croisés entre le droit et la pratique administrative (et contentieuse) qui s'y trouvent interrogées, au gré des dynamiques de transformation auxquelles cette dernière se trouve soumise, que ce soit au titre de l'émergence d'enjeux nouveaux ou renouvelés (environnement et climat, inclusion sociale, droits fondamentaux...), du développement de techniques et de méthodes nouvelles d'administration (technologie de surveillance, intelligence artificielle...), ou encore de l'intensité nouvelle de certaines contraintes liées aux multiples formes d'urgence ou de « crise » (conflits internationaux, mouvements sociaux...).

Au soutien de ce projet, se trouve sollicité l'ensemble des spécialités correspondant au périmètre du droit administratif (droit administratif général, finances publiques, droit des collectivités territoriales, droit de l'urbanisme, droit de la santé, droit public de l'économie, droit administratif des biens, droit public des contrats, contentieux administratif...), ceci en résonnance avec celles des membres de l'Institut eux-mêmes, ainsi que des formations qui lui sont adossées (soit cinq parcours de master, dans le cadre de la mention droit public).

D'ores et déjà, de nombreux événements scientifiques ont eu ou auront pour objet l'exploration, préalable à toute systématisation, de divers aspects de ces *mutations juridiques de l'action publique*. Parmi les terrains ayant donné lieu à des réflexions collectives peuvent être évoqués les différents thèmes suivants, renvoyant à des événements scientifiques portés par l'Institut Léon Duguit ces dernières années (liste non exhaustive) :

- Action publique et droits fondamentaux : *Le contentieux de la dignité des conditions de détention*, coll. Bordeaux, 25 mai 2022, (dir. S. Niquège, Mare § Martin, nov. 2023) ; *Action administrative et mutations de l'ordre public*, coll. Bordeaux, 14 nov. 2025 (organisé par M. Liquet-Bloy et Lilou Monnier) ;
- Action publique et enjeux sociétaux : *L'État face à l'inflation*, coll. Bordeaux, 15 sept. 2023 (dir. M. Bartolucci, J.-Ph. Ferreira, *IFJD*, 2025) ; *Liberté, Égalité, Fraternité : de la devise républicaine au droit public du vivre ensemble*, coll. Bordeaux, coll. Bordeaux, 11 et 12 avr. 2024 (dir. L. Garrido, Mare § Martin, à paraître) ; *Le droit administratif du chômage - Les mutations du service public de l'emploi*, coll. Bordeaux, 3 mai 2024 (dir. H. Avvenire, M. Carniama, *IFJD*, à paraître) ; *Besoins essentiels : retour ou repli du service public ?*, coll. Bordeaux, 7 et 8 nov. 2024 (Bruylant, à paraître) ; *La bonne gestion des biens publics*, coll. Bordeaux, 18 sept. 2025 (organisé par A. Pariente et C. Le Guay) ;
- Action publique et enjeux environnementaux : *Les finances locales, levier de la transition écologique : outils et perspectives*, coll. Bordeaux, 20 sept. 2024 ; coopération ILD / Bordeaux Métropole – Val-de-Garonne (accompagnement à la mise en place de budgets verts) ;
- Action publique et évolutions technologiques : projet pluriannuel (2021-2023) soutenu par le département Droit et transformations sociales sur Numérique et santé, dans le cadre duquel ont été organisées plusieurs manifestations scientifiques avec publication des actes : *Les enjeux du numérique en Santé. Intelligence artificielle, données de santé, patient*. Editions Les études hospitalières, coll. Actes et séminaires, 2024, 181 p. ; *Le numérique comme instrument de démocratie sanitaire*, RGDM Dossier spécial, RGDM n° 87, juin 2023 ; *L'intelligence artificielle dans le domaine de la santé*, RGDM Dossier spécial, RGDM n° 83, juin 2022.

Nourri de ces réflexions collectives comme de celles, individuelles, des membres de l'Institut, le projet de recherche sur *Les mutations juridiques de l'action publique* a vocation à entrer dans une nouvelle phase dans les années à venir, consistant non seulement à poursuivre l'exploration de nouvelles thématiques à travers de nouveaux événements scientifiques, intégrant le cas échéant une dimension comparatiste, mais encore à en systématiser les enseignements et à dresser un tableau des interactions du droit administratif *lato sensu* et de l'action publique.

Eu égard à la transversalité du projet de recherche poursuivi, les champs de recherche englobent le droit administratif général mais encore ses branches spécialisées. Une attention particulière doit être portée, s'agissant de ces dernières, aux dimensions relatives au droit des finances publiques, au droit de l'urbanisme et de l'environnement.

Profil recherché :

La lauréate ou le lauréat de la procédure de recrutement devra conjuguer une parfaite maîtrise du droit administratif avec une grande ouverture d'esprit sur des problématiques diverses et une capacité à

appréhender des thématiques innovantes ou plus spécialisées se rapportant au projet de recherche, comme par exemple dans l'une ou l'autre des matières évoquées au point suivant (i. e. *champs de recherche*).

Impact scientifique attendu :

L'arrivée d'une nouvelle ou d'un nouveau collègue viendra renforcer l'équipe de recherche, autant en lui permettant d'ouvrir le spectre de son champ de recherche à des problématiques nouvelles, y compris dans une dimension comparatiste, qu'en lui permettant de venir en appui, voire de coordonner plus avant les initiatives et projets d'ores et déjà engagés, le cas échéant en participant au développement de partenariats de travail au-delà du monde académique (collectivités territoriales, juridictions administratives...).

Champ(s) de recherche : Juridical sciences - Public law

Contact Recherche à l'Université : Sylvain Niquège / sylvain.niquege@u-bordeaux.fr

Cécile Castaing / cecile.castaing@u-bordeaux.fr

Procédure de candidature :

Les candidates et candidats doivent enregistrer leur candidature et joindre obligatoirement les documents constitutifs de leur dossier au format **pdf** sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, via l'application ODYSSEÉ, **du mardi 3 mars 2026 à 10 heures** (heure de Paris) **jusqu'au vendredi 3 avril 2026 à 16 heures** (heure de Paris), en **suivant les modalités générales de constitution des dossiers définies par l'arrêté du 6 février 2023** (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047183295/?isSuggest=true>).

ENREGISTREMENT DE CANDIDATURE ET DEPOT DE DOSSIER : [Accès Odyssee](https://odyssee.enseignementsup-recherche.gouv.fr/)
(<https://odyssee.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>)

**Tout dossier incomplet à la date limite susmentionnée,
SERA DECLARE IRRECEVABLE**